

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 1^{er} mai 2023

On fait encore le plein le 1^{er} mai : Nous ne tournerons pas la page !

Ce 1^{er} mai, des millions de travailleurs et travailleuses ont encore défilé pour affirmer leur refus de la réforme des retraites, et plus largement, de toute la politique de Macron et son gouvernement au service des capitalistes. Signe de la force de la mobilisation, c'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que toutes les organisations syndicales défilent ensemble un 1^{er} mai.

La colère contre le gouvernement et sa politique

Malgré l'espace des journées de mobilisation intersyndicales, la contestation se poursuit. Des milliers de travailleurs et syndicalistes, et de jeunes, notamment à l'appel de la coordination nationale étudiante, ont défilé. Mais surtout, pas un seul membre du gouvernement n'a pu sortir sans affronter la colère (et les casseroles) de la population, quand ils ne se sont pas retrouvés dans le noir. Macron a même tenté d'interdire la distribution de cartons rouges et de sifflets aux abords du stade de France, où il assistait à la finale de la Coupe de France de football. Manque de chance, la justice a cassé cette interdiction, et le président a préféré se cacher dans le local des arbitres pour ne pas se faire huer par le stade !

Une politique raciste pour diviser les travailleurs

Le gouvernement veut à détourner l'attention en distribuant les promesses : ici quelques primes aux enseignants, là des aides aux personnes handicapées, mais tous se rendent vite compte qu'il n'y a que du vent.

C'est surtout la chasse aux pauvres qui montre le vrai visage de ce gouvernement, notamment à Mayotte, avec son opération « Wuambushu ». Des bidonvilles sont rasés dans une mise en scène raciste pour expulser les populations des îles voisines venues pour fuir une misère encore plus grande, dont la politique coloniale française est la première responsable. Darmanin prend prétexte des violences commises par les bandes qui se développent sur le terreau de la misère pour envoyer ses CRS réprimer la population, et même tirer à balles réelles. C'est une grossière tentative de diversion pour diviser les travailleurs et désigner les immigrés comme des boucs émissaires, alors que la colère gronde contre Macron, le président des patrons.

Après le 1er mai, on continue...

Bien qu'il continue de montrer les muscles, le gouvernement est en difficulté. Preuve en est, l'agence Fitch, une des principales agences au service des capitalistes qui note les États selon leur politique et les profits qu'ils en attendent, a dégradé la note de la France en raison des mouvements sociaux. C'est bien le signe que nous devons continuer, sans attendre le 8 juin comme le propose l'intersyndicale ! Des assemblées générales et coordinations, dont la coordination nationale étudiante, appellent à manifester à nouveau le 4 mai. Il faudra se saisir de toutes les occasions pour continuer à montrer notre colère.

Contre Macron et son monde, le capitalisme !

La presse agite la menace de l'extrême droite en embuscade. Il est sûr que le RN se frotte les mains en voyant le rejet de Macron et de sa politique. Mais celui-ci est tout autant au service du patronat. Certaines bandes de nazillons s'en sont même pris physiquement à des piquets de grève et des manifestations. Derrière les discours qui se prétendent en faveur des classes populaires, le naturel revient au galop. Et ce n'est certainement pas Le Pen présidente qui augmentera les salaires, elle qui s'oppose à la hausse du Smic.

Pour « un monde meilleur », comme beaucoup le chantent en manifestation, c'est bien sur nos luttes qu'il faudra compter. En ne lâchant pas sur les retraites, mais aussi en étendant la mobilisation à tous les autres sujets, des salaires au sous-effectif. Pour faire reculer Macron, il faut s'en prendre à son commanditaire, le patronat. C'est nous, le monde du travail, qui faisons tourner cette société, nous avons les moyens de lui en faire voir de toutes les couleurs !

Disque rayé

Mercredi 3 mai PSA-Stellantis va annoncer ses profits du 1^{er} trimestre 2023 : les résultats seront bons. Un mois plus tard, lors de la réunion bilan sur les salaires en juin, la direction de PSA France expliquera qu'elle n'a pas d'argent pour nous. On connaît la chanson.

On préfère un autre air

En septembre 2022, plus de 5 000 salariés de PSA en France ont débrayé pour avoir de meilleurs salaires. En juin préparons nous, soyons plus nombreux pour contraindre la direction à mieux nous payer. La hausse des prix alimentaires est de 17 % en 1 an, on n'a eu que 4,4 % d'augmentation en janvier, on ne peut et on ne doit pas se contenter de cela.

PSA : multirécidiviste toujours en liberté

Sylvain un salarié en restriction médicale, licencié il y a 5 ans, vient de gagner son procès contre la direction de PSA Poissy. Le licenciement a été jugé abusif : une condamnation de plus contre PSA. Aujourd'hui la direction veut licencier Alain, un ouvrier handicapé du Ferrage. La seule solution pour arrêter ce sérial licencié, plus efficace que les tribunaux : c'est la lutte collective dans l'entreprise. En mettant tous ensemble la pression à PSA, sauvons notre collègue !

Pack de colère

Pour les Packs, la direction annonce des jours chômés et le passage de l'équipe de nuit en demi-équipe. Chômage tournant, équipes fluctuantes... au Pack ce genre de planning en yoyo ça nous gonfle, c'est à notre détriment. La direction explique que la production va augmenter... perte de salaires, salariés déplacés... On voit surtout que ce sont nos problèmes qui augmentent.

Ça manque d'huile dans les rouages

Le Montage a chômé lundi, jeudi et vendredi derniers. Mais le reste du temps il carbure à fond.

Il suffirait de baisser les cadences et de répartir la production sur la semaine pour que les conditions de travail soient un peu plus correctes tout en évitant les baisses de salaires inacceptables...

Voiture électrique : salaires trop bas, profits trop haut

Le magazine *L'Obs* a publié le 29 un article sur le PDG, Carlos Tavares. Il restitue ses propos : « *les constructeurs n'arrivent pas à fabriquer en Europe des véhicules électriques bon marché (...). Vendre (...) à moins de 25 000 euros la voiture est impossible* ».

Les salaires ouvriers sont trop bas, alors que le sien est de 64 500 € par jour. Il conseille lui-même aux électeurs : « *Voter pour ceux qui interdiront de tels salaires.* » Très drôle ! Quelqu'un comme Mélenchon ? Parce qu'il ne remet pas en cause les bénéficiaires des « Champions nationaux » ? Mais si les travailleurs arrivaient au pouvoir sans Mélenchon, là les profiteurs comme Tavares et ses amis auraient du souci à se faire !

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

36 salariés de l'usine Opel Saragosse en Espagne sont arrivés à PSA Poissy. Nous leur souhaitons la bienvenue. La direction pense que c'est l'occasion de virer des intérimaires, nous nous pensons qu'il faut les garder et qu'il y a de la place pour tout le monde. Plus on est nombreux, plus ça nous soulage. Ceux qui sont en trop, ce sont les patrons qui profitent de notre travail.

Trabajadores de todos los países, ¡unámonos!

36 trabajadores de la planta española de Opel Zaragoza han llegado a PSA Poissy. Les damos la bienvenida. La dirección piensa que es una oportunidad para despedir a los trabajadores temporales, pero nosotros pensamos que debemos mantenerlos y que hay sitio para todos. Cuanta más gente tengamos, más relevo tendremos. Los que sobran son los jefes que se aprovechan de nuestro trabajo.

La bourse ou la vie

À PSA Douvrin, sans respecter ses engagements, la direction accélère la fermeture de l'usine en annonçant arrêter pour le 2^e semestre 2023 des lignes d'usinage des carters EB et vilebrequins EB.

À PSA Metz-Borny et PSA Tremery, Tavares y est passé jeudi dernier pour faire son show pour les journalistes, et tenter de masquer les centaines d'emplois menacés. Les patrons de PSA mènent la guerre aux ouvriers, à nous de contre-attaquer collectivement pour défendre nos emplois.

Palestine occupée : un jeune tué par l'armée israélienne

Mostafa Amer Sabah, un adolescent palestinien de 16 ans, a été abattu par l'armée israélienne dans le village de Teqoa. Il faisait partie d'un groupe de jeunes qui jetaient des pierres sur les soldats qui avaient pénétré dans leur village.

À ces jets de cailloux l'armée d'occupation a répondu par des grenades lacrymogènes et des tirs à balles réelles. Et d'invoquer, bien sûr, la « légitime défense ».

77 mosquées attaquées depuis 2019

C'est *Mediapart* qui le révèle. Depuis 2019, pas moins de 77 mosquées ont été l'objet d'attaques plus ou moins graves. Un bilan lié au racisme galopant entretenu à la fois par le gouvernement, la droite et l'extrême droite, l'influence croissante de ces idées sur une partie notable de la population, mais aussi la sous-estimation de ces attaques par les autorités.

Un exemple parmi d'autres : le tir contre la mosquée de Bayonne le 28 octobre 2019 qui a fait deux blessés. Bien que l'auteur ait été un ancien candidat du Front national, la police refuse de considérer son geste comme un attentat.